Questions orales

[Français]

M. René Laurin (Joliette, BQ): Monsieur le Président, comment le ministre peut-il interpréter cette situation autrement que par la poursuite d'un favoritisme systématique dont fait l'objet Canadien International, qui a bénéficié d'abord de l'achat de ces Airbus, qui a obtenu un contrat d'entretien de ces appareils, et qui profite en plus d'un contrat de 45 millions de dollars par année pour le transport des troupes pendant que ces Airbus sont cloués au sol onze mois par année?

• (1130)

[Traduction]

L'hon. Douglas Young (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, en mentionnant les contrats que la Défense nationale a adjugés aux Lignes aériennes Canadien, le député devrait tenir compte du fait que cette société et Air Canada ont toutes deux répondu à notre appel d'offres.

Il est intéressant de noter que les deux sociétés, en particulier celle qui n'a pas obtenu le contrat, soit Air Canada, ont déclaré publiquement que le processus avait été parfaitement équitable et légitime.

* * *

L'INFLATION

M. Herb Grubel (Capilano—Howe Sound, Réf.): Monsieur le Président, la plus grande nouvelle économique depuis la présentation du budget a porté sur la montée de l'inflation. Au cours des quatre derniers mois, les prix à la consommation ont augmenté à un taux annuel d'environ 4,5 p. 100, ce qui est bien au-dessus de l'objectif de 3 p. 100 adopté par la Banque du Canada.

Cette inflation est en grande partie attribuable à la dévaluation du dollar, ce qui a fait augmenter le prix des importations et des exportations.

Le ministre des Finances admettra-t-il que cette inflation, si on n'y voit pas, menace beaucoup plus notre niveau de vie que ne le font les compressions de dépenses qu'il faut réaliser pour équilibrer le budget et stabiliser le taux de change?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Monsieur le Président, comme le sait le député, l'un des principaux facteurs de l'augmentation du taux d'inflation est, au point de vue statistique, les mesures que nous avons prises au sujet du tabac puisque le tabac entre dans les produits de base servant à établir les comparaisons.

Il faut surveiller l'inflation de près. Le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré qu'il n'y avait aucune pression inflationniste au Canada en ce moment. Cependant, il est évident qu'il incombe à la Banque du Canada et au gouvernement de prévenir ces pressions. Nous nous acquitterons de nos responsabilités.

M. Herb Grubel (Capilano—Howe Sound, Réf.): Monsieur le Président, il est clair qu'il existe différentes façons de mesurer l'inflation. Je parlais des hausses de prix des quatre derniers mois annualisées et non pas du taux d'inflation annuel où les hausses de prix du tabac jouent un rôle important.

Le ministre et le gouverneur avaient déjà dit ce que vient de répéter le ministre. Malheureusement, le raffermissement de la politique monétaire plongera à nouveau le Canada dans une récession. Il faut éviter cela parce que l'inflation n'est pas attribuable à une demande excédentaire, mais à la dévaluation du dollar.

Le ministre des Finances permettra-t-il à la Banque du Canada de provoquer une nouvelle récession pour lutter contre l'inflation ou fera-t-il ce qu'il doit faire en stoppant la chute du dollar par la présentation d'un nouveau budget qui élimine le déficit rapidement et une fois pour toutes?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Monsieur le Président, le député sait parfaitement bien que l'indépendance de la Banque du Canada est un atout important pour notre pays. Nous avons réussi à maintenir un faible taux d'inflation, quoiqu'en payant le gros prix, et cela constitue aussi un atout pour la création d'emplois. Nous avons l'intention de poursuivre dans la même voie.

Le député sait que le dernier budget représente aussi un atout majeur pour le Canada.

* * *

[Français]

LA RÉSERVE DE KANESATAKE

M. André Caron (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

Hier, le premier ministre refusait d'écarter la possibilité qu'Ottawa tienne des pourparlers avec le chef Jerry Peltier et le conseil de bande relativement à l'établissement d'un casino à Kanesatake, alors que le gouvernement du Québec refusait catégoriquement d'envisager cette possibilité, notamment pour des motifs reliés à la sécurité.

Compte tenu de la fin de non-recevoir du gouvernement du Québec, seul responsable en matière de jeux et de loteries, le gouvernement fédéral peut-il nous dire s'il entend, oui ou non, poursuivre les pourparlers avec Jerry Peltier?

L'hon. Herb Gray (leader du gouvernement à la Chambre des communes et solliciteur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes bien au courant du fait que la juridiction sur les questions de casino relève actuellement des provinces et j'espère qu'il sera possible d'avoir les pourparlers nécessaires entre les parties qui désirent avoir des casinos n'importe où au pays.

M. André Caron (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, compte tenu de la réponse du ministre, doit-on comprendre que le gouvernement fédéral va mettre fin à tous les pourparlers, présents et à venir, sur l'implantation d'un casino au Québec?

• (1135)

L'hon. Herb Gray (leader du gouvernement à la Chambre des communes et solliciteur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, on a le droit de discussion et de libre expression dans ce pays, et le gouvernement canadien n'a pas le droit d'empêcher qui que ce soit de discuter d'un tel sujet. Mais je dois